



**CONCERTATION REGIONALE SUR LA SITUATION ALIMENTAIRE
ET NUTRITIONNELLE AU SAHEL ET EN AFRIQUE DE L'OUEST**

Nouakchott/Mauritanie, du 17 au 21 mars 2008

RAPPORT FINAL

Mars 2008

Le Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) en collaboration avec **l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS)** a organisé à Nouakchott en République Islamique de Mauritanie, du 17 au 21 mars 2008, une concertation régionale sur la situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

Les **objectifs** assignés à la rencontre étaient les suivants :

- faire l'évaluation de la situation alimentaire et nutritionnelle dans chaque pays au vu notamment des résultats définitifs de la campagne agricole 2007-2008 ;
- procéder à l'identification des zones à risque et au dénombrement des populations vulnérables à l'entrée de la période de soudure 2008 ;
- définir les actions et les programmes pour soutenir les populations en insécurité alimentaire ;
- faire le bilan de la mise en œuvre des plans d'actions sur la nutrition élaborés à MBodiène/Sénégal en mars 2007.

Participaient à cette rencontre :

- les délégués des pays membres du CILSS et de la CEDEAO (les responsables des statistiques agricoles, des systèmes d'alerte précoce et les points focaux nutrition de l'OOAS) ;
- les représentants des partenaires au développement (USAID, ACIDI, MAE/France) ;
- les représentants des organisations sous-régionales, régionales et internationales (UEMOA, OOAS, BM, OMS, UNICEF, FAO, FEWS NET, PAM/ODD, FICR, IRD, HKI, CRS, Africa 2010) ;
- les experts du CILSS.

I - CEREMONIE D'OUVERTURE

La cérémonie d'ouverture a été marquée par deux allocutions prononcées respectivement par le Professeur Alhousseïni BRETAUDEAU, Secrétaire Exécutif du CILSS et par Docteur Ismaïl THIAM, représentant le Directeur Général de l'OOAS et le discours d'ouverture de Monsieur Issagha CORERA, Ministre de l'Agriculture et de l'élevage de la République Islamique de Mauritanie, Ministre Coordonnateur du CILSS.

Dans son discours, Monsieur Issagha CORERA, Ministre Coordonnateur du CILSS, a tout d'abord souhaité la bienvenue aux participants. Ensuite, il a axé son intervention sur deux points essentiels, les résultats de la campagne agricole 2007-2008 qui présentent des disparités intra et inter pays et l'intégration des aspects nutritionnels dans l'analyse de la sécurité alimentaire, avant de déclarer ouverte la concertation régionale sur la situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

Auparavant, le Prof. Alhousseïni BRETAUDEAU, Secrétaire Exécutif du CILSS, a remercié les autorités du pays hôte pour avoir accepté d'abriter la rencontre. Il a ensuite relevé les faits saillants de la campagne agricole 2007-2008 à savoir : la production céréalière, l'instabilité des prix des produits agricoles aggravée par le développement des technologies de biocarburant, les tracasseries routières provoquant la psychose au niveau de la commercialisation des produits vivriers, la baisse des stocks mondiaux du riz et la flambée des prix de céréales.

En souhaitant plein succès aux travaux, le Secrétaire Exécutif a exprimé le souhait que les recommandations de la présente concertation concourent à une prise de décision pour une meilleure gestion de la sécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

L'allocution du représentant de l'OOAS, Dr Ismaïl THIAM s'est axée sur l'importance du suivi nutritionnel et de l'intégration sécurité alimentaire et nutrition dans les dispositifs de surveillance et d'alerte précoce. Il a annoncé le prochain forum régional sur la sécurité alimentaire et Nutrition prévu en Sierra Leone en septembre 2008 sous l'égide de l'OOAS.

II - DEROULEMENT DES TRAVAUX

A la reprise des travaux, un **bureau de séance** a été mis en place.

- **Président : Mauritanie**
- **Rapporteurs : Côte d'Ivoire, Niger, Mali, Bénin et Togo**

Suite à la présentation des objectifs et résultats attendus de la rencontre, l'agenda de la rencontre a été modifié et adopté. Ensuite, les travaux ont eu comme supports : (i) les présentations des rapports des pays sur la situation alimentaire et nutritionnelle ; (ii) la restitution des résultats des missions d'évaluation des marchés et des flux transfrontaliers au Nigeria, au Niger, au Bénin, en Mauritanie, au Mali, au Burkina Faso, au Cap-Vert et en Guinée Bissau ; (iii) la présentation des actions en cours ou programmées par les partenaires (OMS, FICR, HKI, CRS, FAO, PAM, UNICEF) ; (iv) les travaux de groupes axés sur les indicateurs nutritionnels et la mise à jour des plans d'action sur la nutrition élaborés à MBodiène en mars 2007. Les différentes communications ont été concentrées autour de deux sessions, à savoir la session 1: situation agricole et alimentaire et la session 2: surveillance nutritionnelle.

2.1. SESSION 1 : SITUATION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE

2.1.1. Présentation des résultats définitifs de la Campagne agricole 2007-2008.

Les enquêtes agricoles ont été réalisées dans tous les pays du CILSS. Pour des raisons diverses (technique, logistique, démarrage tardif des travaux d'analyse), les résultats définitifs de ces enquêtes ne sont pas encore disponibles pour trois pays à savoir le Burkina Faso, le Cap-Vert et la Guinée Bissau).

Au niveau des pays côtiers, le Bénin et le Togo ont réalisé leurs enquêtes agricoles et ont présenté un bilan céréalier format CILSS. La Côte d'Ivoire, le Nigeria et la Sierra Leone ont présenté des résultats basés sur des estimations.

La production céréalière brute prévisionnelle 2007/2008 révisée pour l'ensemble des pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, excepté le Libéria, se chiffre à 47 354 200 tonnes contre 49 773 400 tonnes en 2006-2007. Cette production comparée à celle de l'année dernière est en baisse de 5%. Cependant, elle est inégalement répartie entre et à l'intérieur des pays, avec des déficits importants au Sénégal, au Cap-Vert, en Gambie et à l'extrême Nord du Nigeria et du Ghana (*cf. tableau ci-dessous*). Par rapport aux données de productions publiées en octobre 2007 (49 121 000), les chiffres fournis par les dispositifs d'enquêtes sont inférieurs de 2% (*cf tableau en annexe*).

Par ailleurs, la mauvaise production de maïs a été confirmée dans la sous-région. Les actions engagées par les Etats pour augmenter la disponibilité céréalière à travers les cultures de contre saison et de décrue (riz, sorgho, maïs) auront certainement des effets localisés sur l'offre alimentaire. Cependant, le niveau de production attendu aura une capacité limitée pour combler les baisses constatées durant la campagne pluviale 2007-2008. La présente campagne a été marquée par un accroissement de la production de niébé, de tubercules et de légumes, celles-ci pourraient améliorer l'alimentation des populations.

Il convient de souligner que cette légère baisse des productions en 2007-2008 fait suite à deux années de productions relativement bonnes qui avaient permis aux producteurs, aux commerçants et aux pouvoirs publics, dans certains pays, de reconstituer leurs stocks. Le

niveau de ces stocks n'est pas réellement connu. Mais de l'avis des acteurs des marchés, les gros producteurs du Nigeria et les commerçants grossistes au Mali, au Bénin, au Burkina Faso, au Niger et au Nigeria détiendraient d'importants stocks de céréales, qui une fois libérés, pourraient significativement améliorer l'approvisionnement dans les marchés. Mis à part le cas du maïs et dans une moindre mesure le sorgho, les productions des autres denrées (mil, niébé et tubercules) sont globalement suffisantes pour assurer une alimentation acceptable des populations.

La situation pastorale est satisfaisante avec une disponibilité fourragère relativement importante. Aucune épizootie n'a été signalée dans la sous-région.

2.1.2. Evolution des marchés et des flux transfrontaliers

Des rapports présentés par les pays et complétés par les données collectées par les missions conjointes (CILSS/FEWS NET et pays) d'évaluation des marchés et des flux transfrontaliers, indiquent que les prix pratiqués dans les marchés ont des évolutions variées selon les produits et les zones. C'est ainsi qu'on note actuellement trois grandes zones d'évolution au Sahel et en Afrique de l'Ouest :

- ✚ Dans le bassin Est (Niger, Nigeria, Tchad et Bénin), la situation est marquée par un important déficit en céréales au Nord Nigéria et une forte demande des industries agroalimentaires. Les prix des céréales accusent une forte hausse qui commence à affecter l'accès aux aliments particulièrement à l'Est du Niger et à l'extrême Nord du Nigeria.
- ✚ Dans le bassin Central (Burkina Faso, Mali, Ghana, Togo et Côte d'Ivoire), les prix des céréales sèches évoluent normalement avec des hausses significatives sur le riz à cause essentiellement du contexte international.
- ✚ Dans le bassin Ouest (Sénégal, Mauritanie, Guinée Bissau, Gambie, Cap-Vert), on assiste à une hausse modérée des prix des céréales sèches et de fortes hausses des prix des denrées importées. Dans ces pays, plus dépendants des importations du riz et du blé, les difficultés d'accès menacent déjà la sécurité alimentaire des ménages.

Si la hausse des prix des céréales importées (riz et blé) se justifie par le contexte du marché mondial, par contre, celle des céréales locales se justifie en grande partie par le mauvais fonctionnement des marchés. Ce dernier est exacerbé par les mesures entravant la libre circulation des céréales et aussi par une spéculation au niveau des marchés.

Sur le plan pastoral, les prix de vente du bétail se maintiennent à un niveau meilleur que l'année dernière et les termes d'échange bétail/céréales sont encore en faveur des éleveurs. Toutefois, suite à la montée des prix des céréales dans certains pays, on signale une augmentation de l'offre des petits ruminants ; ce qui pourrait, les mois prochains, se traduire par une baisse des prix du bétail et des pertes de revenus chez les éleveurs.

2.1.3. Identification des zones à risques et des populations vulnérables

Suite aux inondations enregistrées, à l'arrêt précoce de l'hivernage, aux poches de sécheresses observées dans certaines localités et à la hausse des prix des denrées alimentaires, aux conflits, etc., des zones à risque et des populations vulnérables ont été identifiées dans la sous-région.

Le nombre de la population vulnérable dans les zones déficitaires identifiées par pays est indiqué dans le tableau ci-dessous.

Pays	Population vulnérable
Togo	140 000
Côte d'Ivoire	1 710 000
Mauritanie	467 000
Niger	2 030 000
Burkina Faso	221 712
Tchad	182 356
Mali	376 403
Cap-Vert	139 518
Nigeria	5 564 126
Sénégal	nd
Gambie	nd
Guinée Bissau	nd
Bénin	17 500
Guinée	nd
Serra Léone	1 560 000

nd : non disponible

source : rapports des pays mars 2008

2.1.4. Actions /interventions en cours ou programmées par les pays et les partenaires

Suite au sinistre observé et au nombre de population en état d'insécurité alimentaire, les Gouvernements et leurs partenaires ont pris certaines mesures pour atténuer la vulnérabilité des populations dans les zones à risque. Ces actions en cours ou programmées ont porté sur la vente à prix modéré, l'appui en intrants agricoles, la promotion d'activités génératrices de revenus, la suppression des taxes portuaires favorisant les importations de céréale. Des opérations d'urgence et des interventions prolongées de secours et de réhabilitation ont été mises en œuvre par des partenaires (cf. en annexe).

La situation alimentaire est globalement satisfaisante dans la zone Centre de la sous-région. Mais elle reste préoccupante dans certaines zones du Niger, de la Gambie, à l'extrême nord du Nigeria, au Nord-Est de la Guinée Bissau, au Sud-Est de la Mauritanie, au Sénégal, au Cap-Vert, dans les Centres urbains et dans les zones structurellement déficitaires. Dans d'autres zones de certains pays, la situation alimentaire reste fragile à cause des conflits armés.

2.2. SESSION 2 : SURVEILLANCE NUTRITIONNELLE

Cette session a eu comme support, une série de communications et des travaux de groupes, suivis d'une plénière.

2.2.1. *L'Initiative « Nutrition, Sécurité Alimentaire et Politiques Publiques au Sahel (NUSAPPS) »*

L'initiative NUSAPPS a vu le jour à la suite des recommandations du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (RPCA) tenue à Paris en décembre 2005 après la crise alimentaire survenue au Niger. Elle vise à aider les pays à intégrer les données nutritionnelles dans leurs analyses et diagnostics afin d'améliorer la surveillance et l'alerte précoce dans les pays de la sous-région. En outre, elle contribue à influencer les politiques publiques à travers la dissémination d'information aux décideurs.

Les activités menées dans le cadre de la phase 1 (Novembre 2005 - Mars 2008) de cette initiative ont permis : (i) à trois pays tests à savoir la Gambie, le Niger et le Sénégal de bénéficier d'un appui pour le traitement et l'analyse des données nutritionnelles, à travers la mise en place de pools d'experts ; (ii) de recenser les textes et documents de politiques publiques touchant la pauvreté des ménages, la sécurité alimentaire et la nutrition ; (iii) de tester une approche méthodologique d'évaluation de la vulnérabilité alimentaire en milieu urbain.

À l'issue de cette présentation, les participants ont fait des propositions concrètes en vue d'améliorer la qualité des activités de NUSAPPS. Ils ont par ailleurs soulevé un certain nombre de questionnements sur les critères de choix des trois pays tests cités plus haut et sur les trois nouveaux pays (Burkina Faso, Mauritanie, Cap-Vert) devant recevoir l'appui de l'initiative pour l'année 2008. Il a été suggéré qu'avant l'extension, de faire une capitalisation de la première phase.

2.2.2. *Situation nutritionnelle (MPE, carences, etc.) dans les pays du Sahel et de la CEDEAO par l'OOAS*

Le constat général qui apparaît est que les statistiques nutritionnelles sont issues de données parfois parcellaires, non harmonisées (méthode de collecte, d'analyse, échantillonnage, indicateurs...) et de sources discordantes. Ces insuffisances ne permettent pas de disposer des éléments conséquents pour mieux élaborer des stratégies de plaidoyer et pour orienter la prise de décision.

Les données les plus récentes provenant des pays et du rapport de l'UNICEF de 2007 montrent des prévalences de la malnutrition chronique qui dépassent bien souvent 30% chez les enfants de 0-5 ans et une malnutrition aiguë qui se situe également autour de 10% au sein de la même population. Pour les carences en micro nutriments, il apparaît également une tendance anormalement élevée de l'anémie et de l'avitaminose A chez les enfants d'âge scolaire et chez les femmes.

De façon générale, la malnutrition chronique et l'insuffisance pondérale sont des phénomènes structurels dans les pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. Face à cette situation structurelle qui concerne désormais toute la sous-région, les participants ont souligné qu'il n'était plus justifié de faire une dichotomie entre les pays côtiers non membres du CILSS et les pays du Sahel. À cet effet, cette malnutrition structurelle suggère la mise en œuvre d'actions adéquates en matière de prévention et de prise en charge de la malnutrition.

Contrastant avec la sous nutrition, les maladies chroniques liées à l'alimentation deviennent de plus en plus préoccupantes, nécessitant la mise en œuvre de stratégies appropriées centrées sur le cycle de la vie et la fenêtre des opportunités (0-2ans).

Certains pays ont aussi présenté des données récentes à la lumière des EDS récentes, de MICS ou d'enquêtes ponctuelles limitées à certaines régions du pays. Toutes ces sources confirment la tendance préoccupante de la malnutrition.

Par ailleurs, la situation de sécurité alimentaire qui se dégrade de façon cyclique notamment en période de soudure, entraîne à son tour la dégradation d'une situation nutritionnelle qui appelle déjà à une action énergique. Ceci demande que des mesures ciblées soient prises à l'endroit des groupes vulnérables (les femmes et les enfants). A cet effet, au-delà de la disponibilité de l'offre, des mesures facilitant l'accès à des denrées alimentaires diversifiées surtout celles en provenance des écosystèmes locaux seraient une nécessité fondamentale pour une bonne sécurité nutritionnelle, dans le cadre du droit à l'alimentation.

2.2.3. Etat de mise en œuvre des plans d'actions Nutrition - MBodiène/Sénégal, mars 2007

Sur ce point, les délégués des pays ont d'abord fait l'état de la situation nutritionnelle dans leurs pays respectifs avant de présenter l'état de mise en œuvre des plans d'action « nutrition » élaborés à MBodiène au Sénégal (annexe).

S'agissant de la mise en œuvre des plans d'action, elle est variable d'un pays à l'autre et globalement peu satisfaisante. Cette situation traduit un faible degré d'investissement dans le domaine de la nutrition, la faiblesse des ressources humaines, l'absence de cadre de concertation multisectorielle, la persistance de l'incompréhension de la collaboration entre le secteur de l'agriculture et de la santé/nutrition, le manque de visibilité et de leadership des acteurs, un mécanisme de suivi pas toujours approprié.

Pour arriver à cette intégration effective entre les acteurs de ces secteurs, il est important que les partenaires en collaboration avec les pays, aient un plan stratégique, dans le cadre du NUSAPPS qui viserait à pallier les insuffisances évidentes notées. La réussite du renforcement de la collaboration entre les deux secteurs passe nécessairement par la mise en place d'un « task force » qui, en plus des chargés des SAP et des chargés de programmes de nutrition, doit intégrer les responsables des statistiques sanitaires et de acteurs intervenant dans la formation, pour un renforcement des capacités de qualité et durable.

2.2.4. Présentation du Lancet par l'IRD

La présentation a porté sur les cinq articles qui composent la série de THE LANCET dont le lancement au niveau mondial a eu lieu le 18 janvier 2008. Ces articles, qui sont le fruit de travaux de recherche, font :

- une analyse approfondie qui a permis de réviser les estimations des prévalences de la malnutrition et du poids de la malnutrition dans la mortalité des pays ;
- la revue des interventions efficaces et l'avantage qu'elles apportent dans les pays, ces interventions doivent être portées à l'échelle pour contribuer à l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement ;
- le plaidoyer pour que la nutrition soit une priorité et pour améliorer la coordination entre les agences internationales et gouvernementales pour conjuguer les efforts en faveur de la nutrition.

Cette série dresse un état des lieux assez préoccupant malgré la révision à la baisse du niveau de certains indicateurs. Ainsi, la malnutrition est responsable de 35% des cas de décès des enfants de moins de 5 ans. Elle est également responsable de 11% de la charge totale de morbidité. Les répercussions de la malnutrition ont plusieurs dimensions, avec un effet intergénérationnel, un impact économique et un accroissement du risque de survenue de maladies chroniques.

Au regard des expériences accumulées sur différents programmes et de l'analyse de leur efficacité, certaines interventions ont été désignées comme ayant prouvé leur efficacité et peuvent donc être portées à l'échelle. Ce sont :

- La supplémentation de la mère : fer/folate, calcium, multi-micronutriments, sel iodé).
- La promotion de l'allaitement maternel.
- L'adoption de pratique adéquate pour l'alimentation de complément.
- La supplémentation des enfants en vitamine A, en zinc, utilisation sel iodé.
- Le lavage des mains et l'hygiène.
- Le traitement de la malnutrition aiguë sévère avec le RUTF.

A côté de celles-ci, l'approvisionnement des cantines scolaires et le suivi/promotion de la croissance n'ont pas été jugés efficaces à moindre coût.

Il a été suggéré que toutes les interventions doivent également user des avantages de la fenêtre d'opportunité que représente la période allant de la grossesse aux deux premières années de vie de l'enfant pour optimiser leur impact.

2.2.5. Présentation de la Task Force « Assessment, Monitoring and Evaluation » (AME) par la FAO

De cette présentation, il a surtout été noté la nécessité de renforcer les capacités des structures multisectorielles à coordonner l'évaluation de la SA/N pour une meilleure visibilité, pour plus d'implication et de leadership.

Cette présentation a également souligné la nécessité de définir une liste d'indicateurs clés devant servir d'outils de diffusion et de forum de promotion de bonnes manières en nutrition en se fondant sur les principes de coordination et de renforcement de capacités. La présentation a été complétée par une synthèse des activités menées dans le domaine du retard de croissance chez les enfants en rapport avec les OMD ainsi que la production d'outils de renforcement de capacités (fiches techniques) et d'aide à la décision (guide de sécurité alimentaire).

2.2.6. Mise à jour sur les indicateurs nutritionnels : significations, utilisation, pertinence pour la prise de décision par l'IRD et la FAO

Cette présentation avait pour but d'informer les participants sur certains concepts et notions et de lever certaines incompréhensions dont ils font souvent l'objet. Elle a porté essentiellement sur une liste restreinte d'indicateurs, leur pertinence et leurs limites pour une prise en compte dans les systèmes de surveillance. Pour les indicateurs anthropométriques, ils ont été déclinés avec des recommandations spécifiques sur les conditions minimales de leur collecte, de leur spécificité et sensibilité, des opportunités existantes en matière de recueil régulier. Il a été également énuméré les expériences novatrices d'intégration dans des systèmes de collecte pérennes.

Une insistance particulière a été portée sur le besoin d'homogénéiser les protocoles de collecte, d'étendre la collecte d'informations sur les aspects autres que nutritionnelles (accès au soin, etc.), de définir un niveau pertinent de désagrégation des données et de conduire des recherches opérationnelles pour une meilleure compréhension de la variation dans le temps du lien entre situation alimentaire et la nutrition.

Pour la présentation de la FAO, elle s'est articulée autour de trois points :

a. Pourquoi mesurer la diversité alimentaire ?

Cela découle de la nécessité de disposer d'un proxy simple de la consommation alimentaire. La diversité alimentaire répond effectivement à cette exigence en ce sens qu'elle est un proxy de l'apport d'énergie, de l'apport de micronutriments et de l'accès aux aliments.

Cette approche est fondée sur le fait que la diversité alimentaire est un élément essentiel de la qualité nutritionnelle du régime alimentaire. Cette mesure est basée sur le simple comptage des groupes d'aliments consommés au cours des 24 heures écoulées.

b. L'échelle d'Insécurité Alimentaire des Ménages (HFIAS)

Cette échelle saisit la perception des ménages sur leur propre insécurité alimentaire à travers les aspects que sont : (i) l'inquiétude et l'incertitude par rapport à l'accès familial aux aliments, (ii) la diminution de la qualité de l'alimentation et (iii) la réduction de la quantité d'aliments consommés.

c. Les expériences d'intégration de ces outils

Un certain nombre de pays africains ont déjà conduit l'exercice d'intégration de ces outils dans leurs systèmes d'information sur la sécurité alimentaire. Au nombre de ces expériences, on note :

- a. Le Kenya avec le système d'alerte précoce (ALRMP) ;
- b. Le Burkina Faso avec l'enquête complémentaire à l'EPA ;
- c. Le Malawi avec les enquêtes nationales de vulnérabilité et sécurité alimentaire ;
- d. Le Mozambique avec la diversité alimentaire comme instrument d'évaluation de la Stratégie Nationale de Sécurité alimentaire et de Nutrition ;
- e. L'Union Africaine avec le: "Comprehensive Africa Agriculture Development Programme" à travers sa composante de sécurité alimentaire, volet : amélioration de la diversité alimentaire.

2.2.7. Outils d'analyse des causes de la malnutrition testés dans trois pays par l'INSAH

Cette étude a été conduite dans l'optique d'améliorer le dispositif de prévention, de suivi et de gestion des crises alimentaires mis en œuvre dans les pays membres du CILSS. Plus spécifiquement, il s'agit d'analyser l'évolution de l'état nutritionnel et de la santé affectant l'insécurité alimentaire des populations sahéennes et de développer des programmes de sensibilisation et de plaider en direction des populations et des zones les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire.

L'étude utilise les plus récentes données des enquêtes démographiques et de santé des trois pays sahéens ciblés (Burkina Faso, Tchad, Mali). En s'appuyant sur le cadre conceptuel de

l'UNICEF et sur l'approche dite des six «P»¹, elle fait une revue de la littérature sur la malnutrition dans le contexte sahélien. La démarche analytique procède en deux étapes. La première partie descriptive utilise des croisements avec la malnutrition chronique pour dégager les corrélations les plus significatives. La seconde partie explicative utilise la régression logistique sur les variables les plus significatives. Les résultats établissent les risques de souffrir de malnutrition chronique des enfants selon leurs caractéristiques. Cela permet ainsi de dégager les actions à entreprendre dans le domaine de la malnutrition chronique.

Les participants se sont préoccupés de la nécessité de renforcer la coopération entre les différentes institutions et leurs partenaires qui ont à cœur les mêmes objectifs : garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle. A cet effet, le défi de concrétisation de la coordination et de la coopération devra être à tout prix relevé. A cet effet, une stratégie de communication et de concertation formelle doit donc être mise en œuvre.

Globalement sur cette session 2 « Surveillance nutritionnelle », il ressort des idées fortes à savoir :

- ❖ Les taux de malnutrition chronique et aiguë sont partout élevés dans les pays du CILSS et de la CEDEAO ;
- ❖ Une multiplicité d'initiatives dans la région en matière de nutrition qui sont encore dispersées et peu rattachées aux politiques de sécurité alimentaire.

On note cependant qu'une série d'initiatives institutionnelles et techniques ont vu le jour dans la sous-région pour replacer la nutrition au cœur du développement et des autres politiques publiques :

- la création de cadres de concertation multi sectoriel rassemblant les principales structures en charge de la nutrition, la santé, la sécurité alimentaire. devrait être généralisée ;
- l'intégration de la collecte d'indicateurs nutritionnels dans les enquêtes (notamment agricoles) existantes ;
- le lancement d'enquêtes sur la vulnérabilité alimentaire urbaine ;
- un début de valorisation des produits alimentaires traditionnels à travers un soutien à leurs filières.

Par ailleurs, certains pays ont amélioré certains indicateurs nutritionnels :

- allaitement maternel en hausse au Bénin et au Cap-Vert ;
- malnutrition globale (notamment aiguë) en baisse au Niger et en Mauritanie ;
- recul des troubles dus à la carence en iode au Sénégal et au Cap-Vert.

Les travaux en réseau impulsés par le CILSS et l'OOAS sont une opportunité d'échanges d'expériences sur les outils et les politiques qui ont conduit à ces résultats. Il faudrait dans ce cadre s'appuyer sur des stratégies clés suivantes :

- soutenir le rapprochement des praticiens de la sécurité alimentaire et de la nutrition, notamment à travers la création et l'officialisation de cadres de concertation multisectoriels ;
- renforcer le plaidoyer sur les retours sur investissement des appuis à la nutrition en matière de développement global des pays ;
- soutenir les échanges inter-pays sur les outils et politiques réussis.

¹ Production agricole, préservation ou conservation des aliments, population, pauvreté, politique, pathologie

2.2.8. Travaux de groupes

Des travaux de groupes ont été menés pour consolider les activités engagées depuis la rencontre de MBodiène de mars 2007. Les points soumis à l'attention des trois groupes constitués étaient les suivants :

- Etablir le consensus sur un groupe d'indicateurs sur la base de ceux qui avaient préalablement été proposés à MBodiène.
- Procéder à l'actualisation des plans d'action élaborés par les équipes pays pendant la rencontre de MBodiène.

Par rapport à ces points, les travaux de groupe ont abouti à :

2.2.8.1. Choix des indicateurs à intégrer dans les SAP

Globalement, chaque groupe a présenté un paquet d'indicateurs consensuels et qu'il juge prioritaires (cf. compte-rendu des groupes de travail en annexe).

Ces éléments serviront comme base de réflexion à la rédaction d'une synthèse par les partenaires techniques pour le choix définitif des indicateurs qui seront utilisés par les SAP et qui seront diffusés à l'ensemble des parties. Les indicateurs retenus seront sériés comme suit :

- a) Les indicateurs communs à l'ensemble des groupes seront considérés comme les indicateurs de consensus de la concertation ;
- b) Les autres indicateurs seront considérés comme secondaires et dont la collecte sera laissée à l'appréciation de chaque pays.

2.2.8.2. Réactualisation des plans d'actions

Les plans élaborés à MBodiène ont été actualisés et présenté par chaque pays (cf annexe).

Au vu des résultats de cette actualisation, les plans d'action ont mis en exergue les activités suivantes :

- La mise en place d'un cadre de concertation multisectorielle dans les pays;
- Le renforcement de capacités ;
- L'intégration imminente des indicateurs de nutrition dans les SAP.

En complément, les partenaires ont suggéré aux différentes délégations d'élargir le plus possible le cadre de concertation intersectorielle en impliquant les PTF. De plus, il a été préconisé que les activités identifiées se recentrent davantage sur l'amélioration et le renforcement de la collaboration intersectorielle. Enfin, il a également été préconisé aux pays d'être proactifs dans le cadre de l'élargissement du partenariat en vue de mobiliser des ressources locales pour la mise en œuvre des plans d'action.

III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Présentement, la situation alimentaire est globalement satisfaisante dans la zone Centre de la sous-région. Mais elle reste préoccupante dans certaines zones du Niger, de la Gambie, à l'extrême Nord du Nigeria, au Nord-Est de la Guinée Bissau, au Sud-Est de la Mauritanie, au Sénégal, au Cap-Vert, dans les centres urbains et dans les zones structurellement déficitaires. Dans d'autres zones de certains pays, la situation alimentaire reste fragile à cause des conflits armés.

En ce qui concerne la situation nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest, elle montre d'ores et déjà des tendances préoccupantes qui doivent appeler à un renforcement des actions nutritionnelles. Par voie de conséquence, il est important d'améliorer l'accès pour les populations vulnérables à des denrées alimentaires diversifiées dans les court, moyen et long termes.

La situation alimentaire et nutritionnelle peut se détériorer davantage les mois prochains si le fonctionnement des marchés et l'accès aux denrées alimentaires ne sont pas améliorés. Une hausse généralisée des prix et des difficultés d'approvisionnement en céréales sont à craindre particulièrement pendant la période de soudure. Ce risque est d'autant plus réel que les stocks institutionnels (stocks nationaux de sécurité alimentaire, stocks d'intervention) et communautaires, bien que relativement importants ne seront pas en mesure de répondre à toutes les sollicitations.

Compte tenu de tout ce qui précède, il est recommandé :

✓ AUX ETATS :

- De respecter la libre circulation des biens et des personnes, notamment des produits alimentaires, conformément aux textes réglementaires des Organisations d'intégration sous-régionale ;
- D'engager des concertations régulières avec les acteurs du marché pour assurer un approvisionnement régulier en céréales ;
- D'améliorer les conditions d'importations de céréales et autres produits alimentaires dans la zone avec abaissement ou suppression des taxes à l'importation et ouverture de lignes de crédit à l'importation ;
- De procéder à des ouvertures ciblées des stocks publics dans les zones où les prix sont les plus élevés tout en évitant de les épuiser avant la période de soudure ;
- De renforcer les actions d'atténuation des crises alimentaires : *cash for work, food for work, ventes à prix modérés, aides d'urgence ciblées, etc.*, dans les zones d'insécurité alimentaire pendant la période de soudure ;
- De renforcer les actions de prévention et de prise en charge des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes et allaitantes malnutries dans les zones à risque ;
- D'assurer un approvisionnement adéquat en semences de qualité et en engrais aux producteurs céréaliers de la sous-région ;
- De renforcer le crédit agricole notamment dans les grands bassins de production ;
- D'assurer une promotion de la diversification alimentaire incluant l'utilisation des denrées alimentaires locales.

✓ **AUX SYSTÈMES D'ALERTE PRÉCOCE NATIONAUX ET RÉGIONAUX :**

- De faire une mise à jour régulière de l'évolution de la situation alimentaire et nutritionnelle et d'en informer les décideurs ;
- De renforcer le suivi des marchés, la concertation avec les décideurs et les commerçants au niveau national et régional ;
- D'améliorer les méthodes de ciblage des populations vulnérables.

✓ **A LA CEDEAO ET A L'UEMOA :**

- D'engager des concertations rapides pour la levée des entraves actuelles au commerce régional ;
- De veiller au respect de la libre circulation des personnes et des biens dans les espaces communautaires.

✓ **AUX PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS :**

- D'appuyer la mise à niveau des stocks de sécurité alimentaire ;
- D'organiser des foires semencières ;
- D'accompagner les Etats et les populations dans leurs efforts notamment en fournissant un appui technique et financier pour l'élaboration et la mise en œuvre des programmes de lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

A N N E X E S

ANNEXE 1 :

Production céréalière brute prévisionnelle révisée de la campagne 2007/2008				
Unité : millier de tonnes				
Pays	Prévisions révisées (2007-2008)	Résultats Définitifs (2006-2007)	Ecart (%) (2007-2008) / (2006-2007)	Ecart (%) (2007-2008) / moy(2002-2006)
Burkina Faso	3.736,7	3.680,7	2%	8%
Cap Vert	4,4	6,4	-31%	-46%
Gambie	161,6	206,7	-22%	-18%
Guinée Bissau	204,3	225,3	-9%	16%
Mali	3.885,1	3.693,3	5%	22%
Mauritanie	171,2	137,5	24%	14%
Niger	3.856,8	4.056,0	-5%	11%
Sénégal*	900,2	1.035,4	-13%	-24%
Tchad	1.972,0	1.991,1	-1%	25%
CILSS	14.892,3	15.032,3	-1%	17%
Bénin	1.007,5	1.096,9	-8%	
Côte d'Ivoire	1.326,7	1.438,3	-8%	
Ghana	1.672,8	1.918,8	-13%	
Nigeria	26.903,4	28.871,0	-7%	
Liberia **	-	-		
Togo	913,5	889,0	3%	
Sierra Leone	638,0	527,0	21%	
Pays Côtiers	32.461,9	34.741,0	-7%	
Ensemble Zone	47.354,2	49.773,4	-5%	
* y compris production de contre-saison				
** données non parvenues				
			Source: Agrhymet	

ANNEXE 2 : Actions développées ou programmées par les partenaires

FISCR :

Burkina Faso : Appui en semences, engrais et activités génératrices de revenus

* Provinces : Kouritenga, Houet, Banwa, Léraba, Nahouri, Loroum, Soum

* Nombres de bénéficiaires : 1 440 ménages

* Semences (3 tonnes) : maïs, tomate, oignon, chou, concombre, salade, poivre et engrais (64 tonnes) : urée, NPK

* 360 femmes ont bénéficié d'un montant de 52 000 FCFA pour mettre en œuvre des actions génératrices de revenus

Togo : Appui en semences, matériel agricole et filet de pêche

* Région : Maritime (36 villages)

* Nombre de bénéficiaires : 2 261 ménages

Semences : maïs, tomate, piment et matériel agricole : 2 261 kits contenant chacun de houe, hache, arrosoir

* Filet de pêche : 108 filets

OMS :

- ❖ Appui aux pays de l'Afrique de l'Ouest à l'évaluation des besoins lors des inondations, en médicaments, vaccins, moustiquaires imprégnées, kits médicaux et en aliments thérapeutiques
- ❖ Mobilisation des ressources financières pour appuyer les 15 pays, environ un million de dollars US, des millions de vaccins et des consommables médicaux

L'OMS a contribué à la lutte contre la malnutrition en collaboration avec l'UNICEF – PAM – FAO – OOAS – HKI – UNDP et toutes les ONGs dans les pays travaillant dans le domaine de la nutrition. Elle a installé à Ouagadougou une Equipe inter-pays qui comprend plus de 50 staffs qui gèrent les différents problèmes de santé et de nutrition en Afrique de l'Ouest dont les pays du CILSS et de la CEDEAO. Cette décentralisation de l'OMS vise à apporter un appui de proximité aux pays et à contribuer à réduire les taux de morbidité et de mortalité, afin de sauver des vies lors des crises majeures.

ANNEXE 3 : Synthèse des plans d'actions actualisés

Pays	Activités	Période	Acteurs	Responsables	Partenaires
BURKINA FASO	Analyser les données du second passage de l'ENC	Avril 2007		DSAP DN	IRSS IRD
	Organiser un atelier national de partage des résultats de l'intégration	Mai		DSAP DN	Départements Ministériels, PTF, Instituts de recherches, ONG, Association
	Réaliser deux ENC en juillet et décembre 2007	Juillet Décembre		DSAP DN	Départements Ministériels, PTF, Instituts de recherches, ONG, Association
	Analyser les données de 2007	Août 2007 Janvier 2008		DSAP DN	
	Organiser un atelier sous-régional de restitution	Avril		DSAP DN	
	Publication des résultats globaux			DN	
	Extension de l'ENC à toutes les provinces			DSAP DN	
	Renforcement des compétences des enquêteurs EPA en nutrition				
	Renforcement des capacités de la DSAP et de la DN				
BENIN	Renforcer les capacités d'intervention des acteurs en matière de surveillance nutritionnelle	2008 - 2010		MS	Budget national, UNICEF
	Organiser une enquête nutritionnelle d'envergure nationale	2008 - 2009		MS	Budget national, USAID, UNICEF, OMS
	Mettre en place une banque de données	2009 - 2010		INSAE	Budget national, USAID, UNICEF, OMS
	Dynamiser les cadres de concertation existants et qui concourent à la sécurité alimentaire et nutritionnelle	2007-2008		MAEP	Budget national
	Mettre en place et suivre le tableau de bord sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle	2007-2008		MAEP	Budget national
	Identifier et vulgariser les pratiques alimentaires optimales	2009 - 2010		MAEP	Budget national, UNICEF, Plan Bénin
	Instaurer une semaine nationale de la nutrition	2008		MS	Budget national, UNICEF, Plan Bénin, USAID, OMS
GUINEE	Intégrer un volet d'appui nutritionnel dans tous les programmes de développement rural				
	Mettre en œuvre un programme de formation IEC en matière de nutrition				
	Utiliser les radios rurales, les centres de santé, pour renforcer les notions de nutrition et d'alimentation dans les curricula des écoles, universités et instituts de formation				
	Mettre en place un dispositif d'enquête légère pour déterminer les productions vivrières annuelles (production végétales, animales, halieutiques)				
	Mettre en place un dispositif de gestion et de coordination concertée et consensuelle de la Sécurité alimentaire (CNSA)				
	Mettre en place un dispositif de système d'informations sur la sécurité alimentaire qui intègre le suivi des stocks et des flux transfrontaliers de produits vivriers				MAEF, BCEPA, MCPME,
	Mener une étude légère pour la détermination des normes de consommation				MAEF, BCEPA
	Atelier d'élaboration et d'harmonisation des outils de gestion des données	1 ^{er} trimestre 2008			Les deux points focaux agriculture et santé/nutrition

Pays	Activités	Période	Acteurs	Responsables	Partenaires
TOGO	Appui institutionnel du cadre de concertation (comité interministériel)	Dès maintenant		Ministère de l'agriculture (Point focal)	Autres Ministères, Partenaires bi et multilatéraux, ONG
	Mise en place d'une base de données intégrées	1 ^{er} trimestre 2008		Les deux points focaux agriculture et santé/nutrition	
	Création d'un bulletin d'information intégrant les données de nutrition	2 ^e trimestre 2008		Ministère de l'agriculture (Point focal)	
NIGER	Intégration des indicateurs nutritionnels dans le suivi permanent de toutes les zones	Avril – octobre 2008		CC/SAP	CILSS, PTF, ONG
	Poursuite de l'harmonisation des outils de collecte et d'analyse	En continu		CC/SAP,	CILSS, PTF, ONG
	Mise à jour du protocole de collecte et d'analyse de données alimentaires et nutritionnelles	Mars – Avril 2008		CC/SAP, Ministère de la Santé,	CILSS, PTF, ONG
	Renforcement des capacités techniques en analyse des données et surveillance nutritionnelle et alimentaire	Avril 2008		CC/SAP, Ministère de la Santé,	CILSS, PTF, ONG
	Renforcement des capacités logistiques des structures (SAP, DSA, DN , INS...)	Avril 2008		Etat et Partenaires	CILSS, PTF, ONG
	Réalisation (2x) de l'enquête sur la vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle des ménages	Mai 2008 et Novembre 2008		CC/SAP	CILSS, PTF, ONG
	Appui à la vulgarisation et à la mise en œuvre du Plan National de Contingence volet Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle	Avril 2008		CC/SAP	CILSS, PTF, ONG
	Test d'intégration de la collecte des données nutritionnelles dans l'EPER	Mai- Décembre 2008	DSMDA, SAP, DN	DSA	CILSS, PTF (NUSAPPS), ONG
	Elargissement et dynamisation du pool nutrition NUSAPPS	En continu	SAP, Fews Net, INS, SNIS, DN	CC/SAP	Unicef, HKI, NUSAPPS
GAMBIE	Conduct an Early Warning stakeholders meeting	April 2007	NaNA DOP	Agriculture NaNA MWG	FAO, Action Aid, Concern Universal, EU, CRS
	Conduct harmonization and debriefing workshop for all indicators for national acceptance	May 2008	NaNA DOP	Agriculture NaNA MWG	FAO, Action Aid, Concern Universal, EU, CRS, Africa 2010, WAHO, CILSS & WHO
	Training of Stakeholders on Early warning including nutrition indicators	June 2008		Agriculture NaNA NaNA DOP MWG	FAO, Action Aid, Concern Universal, EU, CRS, Africa 2010, WAHO, CILSS & WHO
	Implementation of The collection of the indicators including the nutrition ones	July – Dec. 2008	NaNA DOP	Agriculture NaNA MWG	FAO UNICEF WHO
	Monitoring of the System	Continues	NaNA DOP	MWG NaNA	FAO, Action Aid, Concern Universal, EU, CRS, Africa 2010, WAHO, CILSS & WHO
NIGERIA	Sensitization of stakeholders Meetings with development partners and government Ministries and resource mobilization for the National workshop - Reporting - debriefing	April/may 2008		Partners Sectoral ministries, Ministry of Finance	All interested / concerned

Pays	Activités	Période	Acteurs	Responsables	Partenaires
SIERRA LEONE	Development of Pilot project National Workshop (Outputs-composite indicators, pilot plan, resource mobilization)	June- Dec. 2008	Nutrition focal point & Early Warning System Manager	Ministries of Agriculture, health, Finance, Development &	FAO, WAHO, WHO, UNICEF, CRS,WFP
	Piloting Training of field staff Development of data base Training Collection of database Data analysis Présentation of report	January – July 2009	Nutrition focal point & Early Warning System Manager	Task Force	-do-
	Evaluation of Pilot	Sept. 2009	Nutrition focal point & Early Warning System Manager	-do-	-do-
	Development of Proposal for expansion	Sept. – October 2009	Nutrition focal point & Early Warning System Manager	-do-	-do-
	Expansion (Implementation, monitoring, evaluation)	January 2010 – Dec. 2012	Nutrition focal point & Early Warning System Manager	-do-	-do-
Mauritanie (plan d'action provisoire)	Restitution des travaux de concertation sur la sécurité alimentaire	Mars 08	OSA		
	Révision de la méthodologie SAP et intégration des nouveaux indicateurs nutritionnels	Juin / août 2008	OSA / GTS/ Cellule Nutritionnelle	OSA	CPSSA Ministères concernés / autres acteurs du domaine
	Mise en place du POOL d'experts de la nutrition pour la Mauritanie	Sept / déc. 08	NUSAPPS / CILSS / OSA / GTS		
	Redynamisation et appui au cadre national de concertation sur la sécurité alimentaire	Sept / déc. 08	NUSAPPS / CILSS / OSA / GTS		
	Publication des résultats de la dernière MICS		ONS / OSA	ONS	
	Mise en place d'une nouvelle stratégie de communication pour le changement de comportements nutritionnels	Juin / déc. 08	Projet Nutricom	Projet Nutricom	

Pays	Activités	Période	Acteurs	Responsables	Partenaires	Financements
MALI	Restitution de la réunion de concertation de Nouakchott 2008	Avril 2008	Point focal Nutrition/SAP/CPS-MA	SAP	Groupe national SAP/PTEF	Financement SAP
	Validation du plan d'action	Mai 2008	SAP/CSA/M.Santé/CP S-MA	MS / CSA	UNICEF, PAM, ONG, OOAS, AUTRES	A rechercher
	Enquête sites sentinelles version nationale	Juin 2008	DNS/DN ; SAP/CPS, DNSI, INRSP	SAP	UNICEF, PAM, ONG, AUTRES	
	Renforcement de capacités des agents de santé et de collecte sites sentinelles	3è trimestre 2008	DNS/DN ; SAP	SAP/Santé-Nutrition	CILSS, OOAS, UNICEF, PAM	
	Création d'un cadre formel de suivi des questions alimentaires et nutritionnelles	3è/4è trimestres 2008	DNS/DN ; SAP/CPS, DNSI, INRSP	CSA/MS	UNICEF, PAM, ONG, OOAS, AUTRES	
	Renforcement des équipements des services des structures de santé en kit- nutrition et matériels d'enquête pour les sites sentinelles	3è trimestre 2008	DNS/DN ; SAP	MS ; CSA	UNICEF, PAM, ONG,	
	Organisation d'un forum national sur la nutrition		DNS/DN	MS	UNICEF	
	Intégration de la malnutrition aiguë dans le système national d'information sanitaire	A partir du 2è trimestre 2008	DNS/DN	MS		
SENEGAL	Atelier de validation des indicateurs sélectionnés	Juin 2008	Tous les acteurs concernés (Ministère Agriculture, Ministère Santé, et SECNSA)	Ministère de la Santé	CILSS, PAM, HKI, MI, UNICEF, OMS, FAO, OOAS, USAID, UE, ONG, FICR, etc...	5 353 810 FCFA
	Atelier de prise en compte indicateurs nutritionnels dans les questionnaires du SAP et formation des enquêteurs	Mai 2008	Tous les acteurs concernés (Ministère Agriculture, Ministère Santé, et SECNSA)	Ministère Santé, SAP/SECNSA	CILSS, PAM, HKI, MI, UNICEF, OMS, FAO, OOAS, USAID, UE, ONG, FICR, etc...	17 758 950 FCFA
	Atelier de formation sur l'utilisation de la table de composition des aliments de la FAO	Juillet 2008	Tous les acteurs concernés (Ministère Agriculture, Ministère Santé, et SECNSA)	Ministère de la Santé, Ministère Agriculture, SECNSA	CILSS, PAM, HKI, MI, UNICEF, OMS, FAO, OOAS, USAID, UE, ONG, FICR, etc...	7 000 000 FCFA
	Cartographie des zones vulnérables et de la malnutrition dans le pays	Juillet 2008	Tous les acteurs concernés (Ministère Agriculture, Ministère Santé, et SECNSA)	Ministère de la Santé, Ministère Agriculture, SAP /SECNSA	VAM/PAM	
	Recherche action (comportements alimentaires...)	Juillet 2008	Tous les acteurs concernés (Ministère Agriculture, Ministère Santé, et SECNSA)	ISRA/ Ministère Agriculture, ITA Ministère de la Santé, SECNSA	CILSS, PAM, HKI, MI, UNICEF, OMS, FAO, OOAS, USAID, UNU, ONG, FICR, etc...	
	Création d'une base de données et de site web sur SAP/Nutrition/Santé	Juillet 2008	Ministère Santé, et SAP/SECNSA)	Ministère de la Santé, SECNSA	CILSS, PAM, HKI, MI, UNICEF, OMS, FAO, OOAS, USAID, UNU, ONG, FICR, etc...	

Pays	Activités	Période	Acteurs	Responsables	Partenaires	Financements
TCHAD	Restitution des travaux de l'atelier de Nouakchott	Mars-avril 2008		CASAGC		
	Désignation du point focal nutrition	Avril 2008		Min. Agriculture, Santé, SAP		
	Adoption des indicateurs nutrition lors de l'atelier SAP	Avril-mai 2008		CASAGC/SAP	PAM, FAO, Croix Rouge, OMS, UNICEF, Fews Net, SCAC, UE, HCR, ONGs, CILSS, OOAS	
	Confection des fiches d'enquête, test et éventuelle correction	Mai 2008		SAP/CNNTA	PAM, FAO, Croix Rouge, OMS, UNICEF	
	Renforcement des capacités par la formation des agents de terrain en techniques de collecte des données nutritionnelles	Mai-juin 2008		CASAGC/SAP	PAM, FAO, SCAC, OMS, UNICEF, Fews Net, CNNTA	
	Mise en place des moyens de collecte et de traitement des données nutritionnelles	Avril-juin 2008		SAP	PAM, FAO, SCAC, OMS, UNICEF, Fews Net, CNNTA	
	Collecte, traitement et analyse des données nutritionnelles	Au cours de la campagne 2008/2009		SAP, Min. Santé	PAM, FAO, SCAC, OMS, UNICEF, Fews Net, CNNTA	
CAP VERT	Mettre en place un cadre de concertation institutionnel entre différents services pertinents	Avril 2008		MS/MAA		
	Développement d'un plan d'action conjoint entre les deux ministères concernés	Mai 2008		MS/MAA		
GUINEE BISSAU	Mettre en place un cadre de concertation institutionnel avec des partenaires financières	Mai 2008		INEC, DSA, Santé et la Pêche	CILSS, UNICEF, FAO, OMS et PAM	
	Prise en compte des aspects nutritionnels dans l'enquête agricole permanent (avec le questionnaire révisé)	Pendant l'exécution de l'enquête		SAP et Santé	UE, UNICEF, OMS, FAO et PAM	
	Renforcement de capacités des acteurs de SAP et Nutrition sur l'utilisation des indicateurs	2 ^e trimestre 2008		SAP, Santé et INEC	UE, UNICEF, OMS, PAM, OOAS, FAO et CILSS	

Pays	Activités	Période	Acteurs	Responsables	Partenaires	Financements
Côte d'ivoire	Organiser un atelier de restitution sur la concertation régionale	Avril 2008		Equipe pays		
	Formaliser le cadre de concertation et de collaboration existant	Juin 2008		MINAGRI et Ministère de la Santé		
	Validation des indicateurs	Mai 2008		Equipe pays		
	Atelier d'élaboration et d'harmonisation des outils	Juin 2008		Equipe pays		
	Renforcer les capacités des acteurs	Octobre 2008		Equipe pays		
	Réaliser une enquête pilote sur la situation alimentaire et nutritionnelle	Décembre 2008		Equipe pays		
	Mettre en place une base de données intégrée	Janv 2009		Equipe pays		

ANNEXE 4 :

Rapport Groupe 1

Sénégal, Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Tchad et Guinée

1) Liste des indicateurs

1.1 Indicateurs de sécurité alimentaire

1.2 Indicateurs nutritionnels

- Indicateurs anthropométriques : poids-taille, âge figurant sur les questionnaires. Dans les situations d'urgence, inclure le périmètre brachial ;
- Indicateurs de carences en micronutriments : prévalence de cécité crépusculaire et taux de couverture supplémentation vitamine A/Déparasitage , sel iodé (taux de consommation des ménages), anémie chez les enfants de 0 à 5 ans et les femmes enceintes (taux d'hémoglobine, examen clinique) selon les possibilités du pays ;
- Pratiques alimentaires : diversité alimentaire, alimentation complémentaire des enfants de 6 à 12 mois (nombre d'enfants 6 à 9 mois ayant reçu un aliment solide en plus du lait maternel) ;
- Indicateurs Santé/Maladies : Incidence des diarrhées chez les enfants de 0 à 5 ans au cours des deux dernières semaines, Malaria (nombre de femmes enceintes, nombre d'enfants de 0 à 5 ans dormant sous moustiquaire imprégné)

RAPPORT GROUPE 2

Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, Guinée Bissau, Niger, Togo

INDICATEURS ANTHROPOMETRIQUE

- PB*
- P/T
- P/A
- T/A

CARENCE EN MICRONUTRIMENT

- Vitamine A (supplémentation Vit A les six derniers mois)
- Test d'iode (Test d'iodation du sel par les KIT de contrôle)

PRATIQUES ALIMENTAIRES

- Allaitement maternel (initiation précoce au sein, allaitement exclusif pendant six mois)
- Alimentation complémentaire
- Diversité alimentaire
- Echelle d'insécurité alimentaire

SANTE MALADIES

- Maladies diarrhéiques
- IRA
- Malaria (Moustiquaires imprégnées, Fièvre durant les deux semaines précédant l'enquête)
- Hygiène/Assainissement/Eau potable

Appui technique et financier des partenaires pour accompagner les dispositifs nationaux dans la collecte de ces indicateurs

REPORT GROUP 3

The group discussed indicators being used in the 3 countries currently. The following indicators were mentioned:-

1. Weight for age
2. Weight for height
3. Height for age
4. Exclusive breast feeding
5. Infant morbidity (Acute Respiratory Tract Infection, Malaria, Diarrhoea, Fever and Scabies)
6. Low Birth Weight

The following observations were made:-

- Anthropometric indicators are useful for determining nutritional status. To complete the information, there is a need to add more indicators to capture Household food Insecurity Access Scale and Food Diversity.
- The early warning system should highlight problems which can then be investigated in detail afterwards.
- Birth weight is a good indicator but might not be available.

With this background, the indicators were ranked as follows:

1. Weight /Age, Weight/Height
2. Infant Morbidity
3. MUAC
4. Household Food Insecurity Access Scale, Food Diversity.

It was also pointed out that there is a need to have a strong understanding between the Ministries of Health and Agriculture to conduct the surveys together.

ANNEXE 5 : Agenda

LUNDI 17 MARS 2008			
HORAIRE	THEMES	DUREE	Remarques
08 H 00 – 09 H 00	Accueil/Inscription/Installation des participants	1 H	<u>Responsable</u> : Mme Rose Goungounga/CILSS
09 H 00 – 10 H 10	Cérémonie d'ouverture	5 mn	M. Harouna Kindo/CILSS
	<i>Mots de bienvenue du Secrétaire Exécutif du Comité permanent Inter Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS)</i>	15 mn	Pr Alhousseini Bretaudeau, Secrétaire Exécutif du CILSS
	<i>Allocution du représentant de l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS)</i>	15 mn	Représentant OOAS (Dr Ismaël Thiam)
	<i>Discours d'ouverture prononcé par M. Le Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage de la République Islamique de la Mauritanie</i>	20 mn	M. Issagha CORRERA, Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage RIM
	<i>Mise en place du bureau de séance :</i> <i>Président : Mauritanie</i> <i>Rapporteurs : Niger, Cote d'Ivoire, Guinée (appuyés par les experts du CILSS et du FEWS NET)</i> <i>Présentation et Adoption de l'agenda</i>	5 mn	- M. Dramane Coulibaly, Coordonnateur PRA/SA-LCD-POP DEV/CILSS - M. Amadou Mactar Konaté, expert SAPRA-SA-LCD-POP DEV
10 H 10 – 10 H 20	Pause ZIRIK	10 mn	Responsable : Mme Rose Goungounga/CILSS
Session 1 : Situation agricole et alimentaire			
10 H 20 – 10 H 50	Présentation des résultats définitifs de la campagne agricole 2007-2008 (superficies, productions, rendements, bilan céréalière) des pays du CILSS et de la CEDEAO	30 mn	Experts CILSS (Centre régional AGRHYMET)
10 H 50 – 11 h 30	Discussions sur les résultats définitifs de la campagne agricole 2007-2008	40 mn	<u>Modérateur</u> : M. Sow Salif FEWS NET/AO
11 H 30 – 12 H 15	Situation alimentaire et évolution de la situation des marchés et des flux transfrontaliers au Sahel et en Afrique de l'Ouest	45 mn	Experts FEWS NET, CILSS, FAO, PAM
12 H 15 – 13 H 00	Discussions	45 mn	<u>Modérateur</u> : M Jorge Oliveira USAID/WA
13 H 00 – 14 H 30	DEJEUNER	01H30mn	Déjeuner libre
14 H 30 – 16 H 30	Situation alimentaire, identification des zones à risque et estimation des besoins alimentaires et non agricoles des populations vulnérables, interventions en cours, <i>(Questions d'éclaircissement, 5 mn après chaque exposé pays)</i>	02H00 10 mn / pays	<u>Délégués pays</u> : Sénégal, Gambie, Cap-Vert, Guinée Bissau, Burkina Faso, Mali, Niger, Tchad, Mauritanie <u>Modérateur</u> : Jorge Oliveira, Conseiller USAID/WA
16 H 30 – 16 H 45	Pause Thé menthe	15 mn	Responsable : Madame Rose Goungounga/CILSS
16 H 45 – 18 H 00	Situation alimentaire, identification des zones à risque et estimation des besoins alimentaires et non agricoles des populations vulnérables, interventions en cours, <i>(Questions d'éclaircissement, 5 mn après chaque exposé pays)</i>	1 H 15mn 10 mn / pays	<u>Délégués pays</u> : Bénin, Côte d'Ivoire, Togo, Liberia, Nigeria, Sierra Leone, Guinée. <u>Modérateur</u> : Jorge Oliveira, Conseiller USAID/WA
18 H 00	Suspension des travaux		

MARDI 18 MARS 2008			
HORAIRE	THEMES	DUREE	Remarques
08 H 30 – 08 H 45	Compte rendu des travaux de la 1 ^{ère} journée	15 mn	Rapporteurs
08 H 45 – 10 H 15	DISCUSSIONS GENERALES (situation alimentaire, approvisionnement des marchés, identification des zones à risque et estimation des besoins alimentaires et non agricoles des populations vulnérable au Sahel)	1H 15 mn	<u>Animateurs</u> : Membres missions conjointes <u>Modérateur</u> : M. Jorge Oliveira, Conseiller USAID/WA
10 H 15 – 10 H 30	Pause ZIRIK	15 mn	<u>Responsable</u> : Mme Rose Goungounga/CILSS
10 H 30 – 11 H 30	Actions/Interventions en cours ou programmées, relatives à la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la sous-région.	01 H 00	PAM, ECHO, OCHA, CRS, FSCR, FAO, FFP, OFDA, <u>Modérateur</u> : M. Dramane Coulibaly, Coordonnateur PRA/SA-LCD-POP DEV/ CILSS/SE
11 H 30 – 12 H 00	Discussions	30 mn	
12 H 00 – 12 H 30	Identification de programmes spécifiques à mettre en œuvre dans le Court et Moyen termes dans le domaine de la prévention et la gestion des crises alimentaires	30 mn	<u>Participants</u> <u>Modérateur</u> : M. Dramane Coulibaly, coordonnateur PRA/SA-LCD-POP DEV/CILSS
12 H 30 – 14 H 30	DEJEUNER	2 H 00	Déjeuner libre
14 H 30 – 15 H 30	Rédaction d'un avis sur la situation agricole et alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest	1 H	Partenaires (FAO, FEWS NET, PAM, ECHO, OCHA, FISC, FFP, OFDA, CRS)
15 H 30 – 16 h 00	Rédaction d'un avis sur la situation agricole et alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest	30 mn	<u>Responsable</u> : Harouna Kindo, CID-CILSS
16 H 00 – 16 H 15	Pause Thé menthe	15 mn	<u>Responsable</u> : Mme Rose Goungounga/CILSS
16 H 15 – 16 H 45	Adoption et Diffusion de l'avis sur la situation agricole et alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest	30 mn	<u>Responsable</u> : Harouna Kindo, CID-CILSS
16 H 45	Suspension des travaux		
MERCREDI 19 MARS 2008			
HORAIRE	THEMES	DUREE	Remarques
SESSION 2 : SURVEILLANCE NUTRITIONNELLE			
08 H 30 – 08 H 45	Compte rendu des travaux de la 2 ^{ème} journée	15 mn	Rapporteurs
08 H 45 – 09 H 30	Initiative « Nutrition, Sécurité Alimentaire, Politiques Publiques au Sahel (NUSAPPS) du CILSS Présentation, activités réalisées, en cours ou programmées	45 mn	M. Bernard Dembélé, CILSS/SE Mme Catherine Chazaly, CILSS/SE
09 H 30 – 10 H 00	Situation nutritionnelle (MPE, carences, etc.) dans les pays du Sahel et de la CEDEAO	30 mn	Dr Ismaël THIAM, OOAS
10 H 00 – 10 H 15	Pause ZIRIK		
10 H 15 – 11 H 15	Etat de mise en œuvre des plans d'actions Nutrition - MBodiène/Sénégal, mars 2007- (Questions d'éclaircissement, 5 mn après chaque exposé pays)	1H 00 mn 10 mn/pays	<u>Facilitateurs</u> : Dr Baba Traoré/CILSS (INSAH) Dr Yves Kameli/IRD Dr Ismail Thiam/OOAS <u>Points focaux nutrition OOAS</u> : Sénégal, Gambie, Niger, Burkina Faso, Cap-Vert

11 H 15 – 12 H 15	Etat de mise en œuvre des plans d'actions Nutrition-MBodiène/Sénégal, mars 2007- suite (Questions d'éclaircissement, 5 mn après chaque exposé pays)	1H 00 mn 10 mn/pays	<u>Points focaux nutrition OOAS</u> : Mali, Mauritanie, Guinée, Guinée Bissau, Tchad
12 H 15 – 13 H 15	Etat de mise en œuvre des plans d'actions Nutrition-MBodiène/Sénégal, mars 2007- suite (Questions d'éclaircissement, 5 mn après chaque exposé pays)	1H 00 mn 10 mn/pays	<u>Points focaux nutrition OOAS</u> : Nigeria, Côte d'Ivoire, Togo Sierra Léone, Bénin.
13 H 15 – 14 H 30	DEJEUNER	1 H 30	Déjeuner libre
14 H 30 – 14 H 40	Présentation du Lancet	10 mn	Présentation IRD
14 H 40 – 15 H 00	Présentation de la Task Force « Assessment, Monitoring and Evaluation » (AME)	20 mn	Marie-Claude DOP, FAO Rome
15 H 00 – 15 H 10	Mise à jour sur les indicateurs nutritionnels : significations, utilisation, pertinence pour la prise de décision	10 mn	<u>Présentation</u> : M Yves Kameli/IRD, M Bernard Dembélé <u>Facilitateurs</u> : Dr Ismaël Thiam/OOAS Mme Catherine Chazaly, CILSS/SE
15 H 10 – 16 h 10	Travaux de groupes (2) : Consensus sur les indicateurs pour renseigner la situation nutritionnelle et les politiques publiques au Sahel et en Afrique de l'Ouest Groupe 1 : Sénégal, Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Tchad, Guinée Groupe 2 : Guinée Bissau, Burkina Faso, Cap-Vert, Niger, Bénin Groupe 3 : Libéria, Nigeria, Sierra Léone, Gambie	1 H	<u>Facilitateurs</u> : FAO, OOAS, CILSS, IRD
16 H 10 – 16 H 20	Pause Thé menthe	10 mn	<u>Responsable</u> : Mme Rose Goungounga/CILSS
16 H 20 – 17 H 20	Restitution des travaux de groupes, plénière, discussions et adoption des indicateurs	1 H	<u>Facilitateurs</u> : FAO, OOAS, CILSS, IRD
17 H 20 – 17 H 40	Agir face à la malnutrition (Film)	20 mn	
18 H 00	Suspension des travaux		
JEUDI 20 MARS 2008			
HORAIRE	THEMES	DUREE	Remarques
08 H 30 – 08 H 45	Compte rendu des travaux de la 3 ^{ème} journée	15 mn	Rapporteurs
08 H 45 – 09 H 15	Présentations des expériences des outils développés par l'INSAH et le Pool Nutrition du Sénégal sur l'analyse causale de la malnutrition	30 mn	CILSS/INSAH, Pool Sénégal
09 H 15 – 10 H 15	Travaux de groupes : Mise à jour des plans d'actions de Mbour intégrant la prise en compte des données nutritionnelles dans la surveillance et l'alerte précoce Groupe 1 : Sénégal, Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Tchad, Guinée Groupe 2 : Guinée Bissau, Burkina Faso, Cap-Vert, Niger, Bénin Groupe 3 : Libéria, Nigeria, Sierra Léone, Gambie	1 H	Travaux de groupes (groupes délégués pays, appuyés par le groupe régional (OOAS, CILSS, PAM, ECHO, OCHA, FSCR, FEWS NET, FAO, etc.)
10 H 15 – 10 H 30	Pause ZIRIK		
10 H 30 – 11 H 30	Rédaction des rapports de groupes	01 H 00	
11 H 30 – 12 H 30	Restitution des travaux de groupes (synthèse)	01 H 30	CILSS/OOAS
12 H 30 – 13 H 15	Discussions	35 mn	
13 H 15 – 14 H 30	Pause déjeuner		
14 H 30 – 17 H 30	Rédaction du Compte-rendu de la réunion	3 H 00	Rapporteurs
17 H 30 – 17 H 45	Pause ZIRIK		
17 H 45 – 18 H 45	Adoption du Compte rendu de la réunion	01 H 00	Participants

VENDREDI 21 MARS 2008

HORAIRE	THEMES	DUREE	Remarques
08 H 30	<p>Cérémonie de Clôture de la réunion</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Lecture des conclusions et recommandations</i> - <i>Motion de remerciements</i> - <i>Discours de clôture</i> 		<p>Rapporteurs Participants M. Issagha CORRERA, Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage RIM</p>

ANNEXE 6 : Liste des participants

NOM ET PRENOMS		FONCTIONS, ADRESSES (BP, TEL, FAX, EMAIL)
OFFICIELS		
1.	Son Excellence Monsieur Issagha CORRERA	Ministre Coordonnateur du CILSS Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage Nouakchott - Mauritanie
2.	Son Excellence Monsieur Sid'Ahmed OULD RAIFF	Ministre du Commerce Nouakchott - Mauritanie
3.	Son Excellence Madame Aïcha Mint Sidi BOUNA	Ministre Délégué auprès du Premier Ministre, Chargée de l'Environnement Nouakchott - Mauritanie
4.	Monsieur Mohamed Moustapha OULD ABDI	Secrétaire Général Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage Nouakchott - Mauritanie
5.	Prof. Alhousseïni BRETAUDEAU	Secrétaire Exécutif du CILSS 03 BP. 7049 Ouagadougou 03, Burkina Faso Tél. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 32
6.	Monsieur Mohamed Yahya OULD MOHAMED MAHMOUD	Directeur Général Centre Régional AGRHYMET BP. 11011 Niamey - Niger Tél. (+227) 20 31 53 16 / 20 31 54 36 Fax (+227) 20 31 54 35 Email : admin@agrhyment.ne
BENIN		
7.	Ayi Yves Césaire AJAVON	Chef Service Statistique DPP/MAEP - Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche 03 BP. 2900 - Cotonou Tél. (+229) 95 05 18 96/21 30 25 37 Fax (+229) 21 30 02 83 Email : ajavonyves@yahoo.fr
8.	Evariste GOUNOU	Chef Système d'Information et d'Alerte Rapide Office National d'Appui à la Sécurité Alimentaire ONASA/MAEP Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche 06 BP. 2544 - Cotonou Tél. (+229) 97 08 11 92 Fax (+229) 21 33 02 93 Email : evaducke@yahoo.fr
9.	Andréa HOUINDOTE	Chargée de la Promotion de la Nutrition Point Focal Nutrition OOAS/Ministère de la Santé 01 BP. 3334 - Cotonou Tél. (+229) 21 33 20 21/97 85 77 09 Email : houindote@yahoo.fr
BURKINA FASO		
10.	Michel ZERBO	Directeur du Système d'Alerte Précoce Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques 03 BP. 7010 - Ouagadougou 03 Tél. (226) 50 32 45 79 Fax (226) 50 30 54 86 Email : michel_zerbo@yahoo.fr
11.	Abdoulaye OUEDRAOGO	Ingénieur Socio-économiste Direction Générale des Prévisions et des Statistiques Agricoles (DGPSA) Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques 03 BP. 7010 - Ouagadougou 03 Tél. (226) 50 32 45 79 Fax (226) 50 30 54 86 Email : agristat@fasonet.bf / abdoulay4@yahoo.fr
12.	Roméo W. Chrysologue OUILI	Nutritionniste/Direction de la Nutrition Ministère de la Santé 01 BP. 3042 - Ouagadougou 01 Tél. (+226) 50 32 45 53/70 13 81 18 Email : ouili_romeo@yahoo.fr

CAP VERT		
13.	Ana Raquel FREIRE	Technicienne de la Sécurité Alimentaire Direction des Servies de Sécurité Alimentaire Ministère de l'Environnement et de l'Agriculture BP. 50 – Achada Sao Filipe Praia Tél. (+238) 264 78 49 Fax (+238) 264 78 49 Email : anarakelfreire6@hotmail.com
14.	Ildio FURTADO	Coordonnateur GTP Ministère de l'Environnement et de l'Agriculture BP. 278 - Achada S. Filipe Praia Tél. (+238) 264 75 39/40/47 Fax (+238) 264 75 43 Email : ildio.furtado@maap.gov.cv
15.	Joao Moreno Spencer SEMEDO	Agrométéorologiste, membre GTP - UNIDA BP. 84 - Praia Tél. (+238) 271 11 47/27 Fax (+238) 271 11 33 Email : jm_spencer@yahoo.fr
16.	Edith CARDOSO	Nutritionniste/Ministère de la Santé Hospital Dr. Agostinho Neto C.P 112 - Praia Tél. (+238) 261 21 42 Email : edi_costa@hotmail.com
COTE D'IVOIRE		
17.	Koffi Gabriel KOUAME	Sous-Directeur de la Documentation/Statistiques Ministère de l'Agriculture BP. V 203 - Abidjan Tél. (+225) 20 33 53 66/05 94 38 16 Fax (+225) 20 21 58 63 Email : koffi_gabriel@yahoo.fr
18.	Kracou Agnini Barthélemy KPANGNI	Sous-Directeur des Cultures Vivrières et de la Sécurité Alimentaire/Ministère de l'Agriculture BP. V 82 – Abidjan Tél. (+225) 20 22 59 52/01 05 09 53 Fax (+225) 20 21 58 63 Email : kpangny@yahoo.fr
19.	Yoboué Patricia N'GORAN	Directrice Coordinatrice du Programme National de Nutrition Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique 18 BP. 976 – Abidjan Tél. ; (+225) 21 25 24 07/01 22 64 28 Email : patricianty@yahoo.fr
GAMBIE		
20.	Ebrima CHAM	Planner/Department of Planning (DOP) Dept of State for Agriculture N° 5 Marina Parade - Banjul Tél. (+220) 422 87 51 Office/761 89 21 Mob. Email : mansakonko2000@yahoo.co.uk
21.	Lamin J.S FATAJO	Principal Planner/Department of Planning DOP N° 5 Marina Parade - Banjul Tél. (+220) 422 5210/985 9880 Fax (+220) 422 61 02 Email : ljsfatajo5564@yahoo.co.uk
22.	Modou Cheyassin PHALL	Acting Executive Director/National Nutrition Agency PMB 162 – Banjul Email : sirphall@hotmail.com
GUINEE		
23.	Mamady DAFPE	Point Focal Nutrition Ministère de la Santé Publique BP. 585 – Conakry Tél. (+224) 60 22 34 34/64 39 59 53 Email : drdaffe@yahoo.fr

GUINEE-BISSAU		
24.	Ildo Afonso LOPES	Directeur des Statistiques Agricoles Ministère de l'Agriculture BP. 71 – Bissau Tél. (+245) 720 08 30/685 26 64 Email : ildoafonsolopes@yahoo.fr
25.	Camara Mamadou SERRA	Chef de Service des Enquêtes et Coordonnateur du Projet Urgence/Division Statistique Agricole Ministère de l'Agriculture BP. 71 - Bissau Tél. (+245) 723 09 71/668 69 40 Email : mamadusera@yahoo.com.br
26.	Nhace NAFAMPELNA	Directeur Adjoint Nutrition Ministère de la Santé Bissau Tél. (+245) 677 62 74/22 12 00
MALI		
27.	Broulaye DIALLO	Chargé de Programme Cellule de Planification et des Statistiques Ministère de l'Agriculture BP. 2357 – Bamako Tél. (+223) 222 32 24/ Cel. 676 15 46 Fax (+223) 223 04 25 Email : dbroulaye@hotmail.com
28.	Mamy COULIBALY	Chef Division Technique SAP Commissariat à la Sécurité Alimentaire Bamako Tél. (+223) 221 27 28/646 38 49 Fax (+223) 221 27 28 Email : mpaara@yahoo.fr
29.	Raki SAMAKE née BA	Chef Division Nutrition Point Focal Nutrition/OOAS Direction Nationale de la Santé Bamako Tél. (+223) 674 35 60/222 64 97/223 33 52 Fax (+223) 222 36 74 Email : rbah@dns mali.org
MAURITANIE		
30.	Gilles PEYRON	Conseiller du Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage Ambassade de France-SCAC BP. 203 - Nouakchott Tél. (+222) 524 39 92/610 41 14 Email : peyrond@mauritel.mr
31.	Yelli GANDEGA	Secrétaire Permanent/CONACILSS Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage BP. 180 – Nouakchott Tél. (+222) 652 79 48 Email : yellima@yahoo.fr / yelligandega@yahoo.fr
32.	Ould Abdawa LIMAM	Chargé de mission/Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage Nouakchott Tél. (+222) 680 95 16 Fax (+222) 525 74 75 Email : limam_abdawa@yahoo.fr
33.	El Houssein DIEW	Chef Service Statistiques et système d'information DPCSE/Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage BP. 5054 - Nouakchott Tél. (+222) 643 32 66 Fax (+222) 529 47 04 Email : Dhoussein@agriculture.gov.mr / elhoussein_diew@yahoo.fr
34.	Mohameden OULD ZEIN	Chargé de Mission Commissariat à la Protection Sociale et à la Sécurité Alimentaire (CPSSA) BP. 377 - Nouakchott Tél. (+222) 525 86 49 Fax (+222) 525 69 95 Email : meden_zein@yahoo.fr

MAURITANIE		
35.	Luca FORNASARI	Coordonnateur Programme de Réhabilitation/FAO BP. 665 - Nouakchott Tél. (+222) 525 31 57 Fax (222) 525 34 67 Email : luca.fornasari@fao.org
36.	Ould Ahmedou MOHAMED FADEL	DA/OSA - CPSSA Nouakchott Tél. (222) 635 70 45/204 52 53 Fax (222) 525 69 95 Email : am1fadel@yahoo.fr
37.	Sidi Adallah CHEIKH AHMED OULD	Chef Service Productions Végétales Direction de l'Agriculture BP. 180 – Nouakchott Tél. (+222) 768 14 51 Email : cheikhahmedtlamid@yahoo.fr
38.	Ould Said MOHAMED SALECK OULY SAID	Chef Service Secrétariat Central Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage Nouakchott Tél. (222) 640 74 79/203 79 12 Fax (222) 525 74 75 Email : saleckmdve@yahoo.fr
	Abdoul Aziz KANE	Cellule CILSS/Mauritanie Ministère Agriculture et de l'Elevage BP. 1253 – Nouakchott Tél. (222) 659 40 49 Email : kanaziz2000@yahoo.fr
NIGER		
39.	Mariama OUSSEINI née GNANDOU	Chef Unité Suivi Cellule de Coordination du Système d'Alerte Précoce BP. 554 – Niamey Tél. (+227) 20 72 32 75/93 80 44 12 Fax (+227) 20 72 27 69 Email : ousseinimariama@yahoo.fr
40.	Harouna IBRAHIMA	Directeur des Statistiques Ministère du Développement Agricole BP. 12091 – Niamey Tél. (+227) 20 37 27 75/ 96 88 11 26 Fax (+227) 20 73 20 08 Email : ibrahrou@yahoo.fr
41.	Ibrah BARA	Directeur National de la Nutrition Ministère de la Santé Publique MSP BP. 623 – Niamey Tél. (+227) 96 55 50 08 Email : ibrahbara@yahoo.fr
NIGERIA		
42.	Annette Nkechi ASUGHA (Mrs)	Head Monitoring/Federal Ministry of Agriculture and Water Resources PRSD, FMA & WR PMB 135 Garki - Abuja Tél. (+234) 805 546 55 34 Email : annette_asugha@yahoo.com
43.	Funsho James AYENI	Chief Statistician & Head of Statistics Branch Federal Ministry of Agriculture and Water Resources Area 11, P.O Box 2051 - Garki, Abuja Tél. (+234) 0 80 36 24 92 75 Email : Phinadeas@yahoo.com
SENEGAL		
44.	Abdou Karim KEITA	Responsable du Système d'Alerte Précoce (SAP) SE/CNSA 34, Avenue Lamine Gueye x Autoroute Prolongée Immeuble 5 ^{ème} étage – Ex. SOFESEDIT Dakar Tél. (+221) 33 823 11 81/77 651 76 84 Fax (+221) 33 823 11 87 Email : sap.senegal@gmail.com

SENEGAL		
45.	Mamadou FAYE	Conseiller Technique/Direction Agriculture Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage 14, Avenue Lamine Guèye - Dakar Tél. (+ 221) 77 641 32 71 Email : mfaye41@yahoo.fr
46.	Youssouph GAYE	Chef Division Alimentation Nutrition et Survie de l'Enfant (DANSE) Ministère de la Santé Rue Aimé Césaire - Dakar Tél. (221) 33 869 43 07 Bureau/ 77 507 93 38 Portable Fax (221) 33 869 42 06 Email : souayga@yahoo.fr
47.	Abdoulaye KA	Responsable du Suivi des Opérations Cellule de Lutte contre la Malnutrition Rue 7 Point E BP. 45001 – Dakar Tél. (+221) 33 869 01 99/77 569 53 03 Fax (+221) 33 864 38 61 Email : aka@clm.sn
SIERRA LEONE		
48.	Amara Idara Sheriff	Director, Planning Evaluation Monitoring and Statistics Division Ministry of Agriculture Forestry and Food Security 1 st Floor, Westwing, Youyi Building Freetown Tel. (+232) 76 611 201/ 30 345 890 Email: hajamatifa@yahoo.com
49.	Sylvetta SCOTT	Programme Manager Food and Nutrition Ministry of Health and Sanitation Room E 403, 4 th Floor Youyi Building Brookfields Freetown Tél. (+232) 0 76 622 705 Email : omoscott@hotmail.com
TCHAD		
50.	Lotard MOUGABE	Chef de Division Statistique Agricole Ministère de l'Agriculture BP. 441 – N'Djaména Tél. (+235) 52 39 54/626 05 23 Fax (+235) 51 51 19 Email : lotard_mouga@yahoo.fr
51.	DOCTEUR Paul	Chef de Division de la Sécurité Alimentaire Coordonnateur SAP Ministère de l'Agriculture BP. 441 – N'Djaména Tél. (+235) 52 22 86/642 72 70 Fax (+235) 251 51 19 Email : pohol55@yahoo.fr
TOGO		
52.	Lébéne KOUGBENYA	Directeur des Statistiques Agricoles, de l'Informatique et de la Documentation BP. 81091 – Lomé Tél. (+228) 221 60 13/904 37 46 Fax (+228) 221 86 24 Email : lebenelebene@yahoo.fr
53.	Kudzo S.K. GLIGBE	Chef Division de la Planification et des Statistiques Agricoles Direction Région Maritime/MAEP s/c BP. 446 – Lomé Tél. (228) 900 97 99/221 34 67 Email : gligbe@yahoo.com
54.	Mouawiyatou BOURAIMA	Médecin, Point Focal Nutrition Service National de la Nutrition/Ministère de la Santé Tél. (228) 222 11 96/902 25 47 Fax (228) 222 11 96 Email : bouraimamou@yahoo.fr / santetogo@yahoo.fr

PARTENAIRES		
ACDI		
55.	Hamidou Benoit OUEDRAOGO	Conseiller et Agent de Suivi ACDI/Ambassade du Canada 01 BP. 548 – Ouagadougou, Burkina Faso Tél. (+226) 70 25 07 61 Email : benoit_ouedraogo@yahoo.fr
AED		
56.	Kathleen KURZ	Nutritionniste Africa's Health in 2010 Project/USAID Africa Bureau Academy for Educational Development (AED) 1875 Connecticut Ave - Washington DC 20009 Tél. (+202) 884 8816 Fax (+202) 884 8447 Email : kkurz@aed.org
AMBASSADE DES ETATS-UNIS		
57.	Alassane DIAKITE	Coordonnateur Programme Développement et Démocratie BP. 222 Tél. (222) 525 26 60 – Poste 4468 Fax (+222) 525 1592 Email : diakitea@state.gov
BANQUE MONDIALE		
58.	Manievel SENE	Spécialiste Développement Rural 3, Place de l'Indépendance Tél. (221) 33 849 50 22/33 849 50 00 Fax (221) 33 849 50 27 Email : msene@worldbank.org
CRS		
59.	Joseph SEDGO (Dr)	Conseiller Technique Régional Catholic Relief Services/Afrique de l'Ouest 01 BP. 496 – Ouagadougou, Burkina Faso Tél. (+226) 50 34 34 70/78 80 37 47 Email : jsedgo@bf.waro.crs.org / joseph_sedgo2001@yahoo.com
FAO		
60.	Marie Claude DOP	Fonctionnaire en Nutrition Division de la Nutrition Italie – Rome Tél. (+39) 0657 05 48 64 Email : marieclaude.dop@fao.org
61.	Zoé DRUILHE	Analyste/Economiste Viale delle Terme di Caracalla 00153 Rome – Italie Tél. (+39) 06570 54685 Fax (+39) 06570 55522 Email : zoe.druilhe@fao.org
FAO		
62.	Tshikala Bulalu TSHIBAKA	Fonctionnaire Principal/Politiques Bureau Sous-Régional pour l'Afrique de l'Ouest P.O Box GP 1628 Accra – Ghana Tél. (+233) 21 675 000 Email : Tshikala.Tshibaka@fao.org
FEWS NET		
63.	Charles CHOPAK	Directeur 1717 A Street - Washington, DC e-4 Tél. (1-202) 955 7589 Email : cchopak@fews.net
64.	Salif SOW	Représentant Régional, Fews Net/USAID 03 BP. 7049 - Ouagadougou 03, Burkina Faso Tél. (+226) 50 37 47 06 Email : ssow@fews.net
65.	M. Laouali IBRAHIM	Représentant, Fews Net Niger Conseiller Régional/Marché et Commerce BP. 12231 – Niamey, Niger Tél. (+227) 20 73 41 20/96 97 70 11 Email : librahim@fews.net

FEWS NET		
66.	Alkhalil ADOUM	Scientifique Régional/Fews Net Centre Régional AGRHYMET BP. 11011 – Niamey, Niger Tél. (+227) 20 31 53 16 Email : A.Alkhalil@agrhyment.ne
FICR		
67.	Aïta SARR CISSE	Chargée de Programme Sécurité Alimentaire Afrique de l'Ouest et du Centre Almadies Zone n° 07, Lot n° 7 Dakar – Sénégal Tél. (+221) 33 869 36 54/77 529 87 39 Fax (+221) 33 820 25 34 Email : aita.sarr@ifrc.org
HKI/USAID		
68.	Serigne MBaye DIENE	Conseiller Régional en Nutrition, Bureau Régional Afrique 11, Nord Foire – Azur Dakar – Sénégal Tél. (+221) 869 78 98 Fax (+221) 820 24 77 Email : smdieneyof@yahoo.fr / sdiene@khi.org
IRD		
69.	Yves KAMELI	Nutritionniste 01 BP. 182 Ouagadougou 01 – Burkina Faso Tél. (+226) 50 30 67 37 Email : yves.kameli@ird.fr
PAM/ODD		
70.	Naouar LABIDI	Chargée de Programme de la Vulnérabilité Afrique de l'Ouest 10, Av. Pasteur x Rue Galieni Dakar – Sénégal Tél. (+221) 33 849 65 00 Email : naouar.labidi@wfp.org
71.	Margot VANDER VELDEN	Conseillère Régionale Nutrition Bureau Régional Afrique de l'Ouest 10, Av. Pasteur x Rue Galieni Dakar – Sénégal Tél. (+221) 33 849 65 00 Email : margo.vandervelden@wfp.org
72.	Mamadou DIOUF	Regional Assment Officer 01 BP. 75 Ouagadougou 01 – Burkina Faso Tél. (+226) 50 30 60 77 Email : Mamadou.Diouf@wfp.org
73.	Papa Moussa NDOYE	VAM Officer Ilot K 159-160-161 BP. 620 – Nouakchott, Mauritanie Tél. (+222) 525 27 93/525 36 49 (5007) Fax (+222) 525 32 84 Email : papamoussa.ndoye@wfp.org
OMS		
74.	N. André OUEDRAOGO	Conseiller Régional Nutrition/IST 03 BP. 7232 Ouagadougou 03 – Burkina Faso Tél. (+226) 70 61 57 37/50 30 65 09 Fax (+226) 50 33 25 41 Email : ouedraogonoraogo@yahoo.fr
OOAS		
75.	Ismaël THIAM	Conseiller Nutrition et Survie de l'Enfant BP. 153 Bobo-Dioulasso, Province du Houet – Burkina Faso Tél. (+226) 20 97 57 75/76 53 37 41 Fax (+226) 20 97 5772 Email : ithiam@wahooas.org

UEMOA		
76.	Tchambakou AYASSOR	Expert chargé de l'Agriculture 380, Avenue Joseph Ki-Zerbo Ouagadougou – Burkina Faso Tél. (+226) 50 32 88 00/50 32 88 06 Fax (+226) 50 31 8872 Email : tchambakouayassor@yahoo.fr
UNICEF		
77.	Félicité TCHIBINDAT	Conseillère Régionale Nutrition BP. 29 720 – Dakar, Sénégal Tél. (+221) 77 450 42 34 Fax (+221) 33 820 89 64 Email : ftchibindat@unicef.org
78.	Mohamed AG BENDECH	Nutritionniste UNICEF Nouakchott – Mauritanie Tél. (+222) 749 11 34 / 529 98 10 Email : magbendech@unicef.org
USAID/WA		
79.	Jorge Alberto Santos OLIVEIRA	Conseiller en Sécurité Alimentaire BP. 1630 – Accra, Ghana Tél. (+233) 243 313 479 Email : joliveira@usaid.gov
CILSS		
80.	Amadou Mactar KONATE	Expert Sécurité Alimentaire Composante PREGEC/Instruments PRA/SA-LCD-POP DEV Secrétariat Exécutif 03 BP. 7049 – Ouagadougou03, Burkina Faso Tél. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 32 Email : amadou.konate@cilss.bf
81.	Moussa CISSE	Coordonnateur PRA/Accès aux Marchés Secrétariat Exécutif 03 BP. 7049 – Ouagadougou, Burkina Faso Tél. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 32 Email : moussa.cisse@cilss.bf
82.	Philippe MORANT	Conseiller Technique Centre Régional AGRHYMET BP. 11011 – Niamey, Niger Tél. (+227) 20 31 54 48 Email : morant@cirad.fr
83.	Hervé TREBOSEN	Assistant Technique Centre Régional AGRHYMET BP. 11011 – Niamey, Niger Tél. (+227) 96 53 34 90 Email : trebosse@yahoo.fr
84.	Sébastien SUBSOL	Conseiller Technique auprès du Secrétariat Exécutif du CILSS 03 BP. 7049 - Ouagadougou 03, Burkina Faso Tél. ; (+226) 50 37 58 95 Email : sebastien.subsol@cilss.bf
85.	Baba TRAORE	Chef Département CERPOD Institut du Sahel BP. 1530 – Bamako, Mali Tél. (+223) 222 80 83 / 674 41 60 Fax (+223) 222 78 31 Email : btraore@cerpod.insah.org
86.	Maty BA-DIAO	Expert en Sécurité Alimentaire Institut du Sahel BP. 1530 – Bamako, Mali Tél. (+223) 222 47 06 Fax (+223) 222 78 31 Email : mbadio@insah.org

CILSS		
87.	Abdallah SAMBA	Chef Division Sécurité Alimentaire et Accès aux Marchés Centre Régional AGRHYMET BP. 11011 – Niamey, Niger Tél. (+227) 96 27 03 23 Fax (+227) 20 31 54 35 Email A.Samba@agrhy.net
88.	Bernadin ZOUNGRANA	Analyste Centre Régional AGRHYMET BP. 11011 – Niamey, Niger Tél. (+227) 20 31 53 16/96 08 81 07 Fax (+227) 20 31 5435 Email : b.zoungrana@agrhy.net
89.	Harouna KINDO	Chef UAM/CID Secrétariat Exécutif 03 BP. 7049 – Ouagadougou, Burkina Faso Tél. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 32 Email : harouna.kindo@cilss.bf
90.	Nuria BRANDERS	Chargée de la Nutrition Centre Régional AGRHYMET BP. 11011 – Niamey, Niger Tél. (+227) 96 25 36 73 Fax (+227) 20 31 54 35 Email : n.branders@agrhy.net
91.	Catherine CHAZALY	Assistante Technique NUSAPPS Secrétariat Exécutif 03 BP. 7049 – Ouagadougou 03 Tél. (+226) 78 29 70 31 Email : catherine.chazaly@cilss.bf
92.	Nobila Jean Christophe SORGHO	Interprète Secrétariat Exécutif 01 BP. 72– Ouagadougou 01 Tél. (+226) 50 37 41 25/26 Fax : (+226) 50 37 41 32 Email : nobila.sorgho@cilss.bf
93.	Jean Ludovic DIASSO	Interprète Centre Régional AGRHYMET BP. 11011 – Niamey, Niger Tél. (+227) 96 53 25 69 Email : j.diasso@agrhy.net
94.	Bernard DEMBELE	Expert Nutrition 03 BP. 7049 – Ouagadougou 03 Tél. (+226) 50 37 41 25/26 Fax : (+226) 50 37 41 32 Email : bernard.dembele@cilss.bf
95.	Mohamed ZONGO	Comptable Secrétariat Exécutif 03 BP. 7049 – Ouagadougou, Burkina Faso Tél. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 32 Email : mohamed.zongo@cilss.bf
96.	Rose GOUNGOUNGA	Secrétariat PRA/SA-LCD-POP DEV 03 BP. 7049 – Ouagadougou, Burkina Faso Tél. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 32 Email : rose.goungounga@cilss.bf
97.	Nathalie SORO	Secrétariat PRA/SA-LCD-POP DEV 03 BP. 7049 – Ouagadougou, Burkina Faso Tél. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 32 Email : nathalie.soro@cilss.bf
98.	Sheik Tijan SALLA	Traducteur 03 BP. 7049 – Ouagadougou 03 Tél. (+226) 50 37 41 25/26- Fax (+226) 50 37 41 32 Email : tijan.salla@cilss.bf